Un pas de plus vers l'acte III de la décentralisation

François Hollande et Jean-Marc Ayrault ont accueilli une délégation de 25 maires de grandes villes et présidents de grandes agglomérations le mardi 30 octobre au Palais de l'Elysée.

Après les présidents de région le 12 septembre dernier et ceux des départements le 22 octobre, ce fut donc le tour d'une délégation d'élus conduite par Michel Destot, président de l'Association des maires des grandes villes de France (AMGVF), Gérard Collomb, président de l'Association des communautés urbaines de France (ACUF) et Daniel Delaveau, président de l'Assemblée des communautés de France (ADCF).

Pour l'AMGVF, « l'Etat a reconnu pour la première fois le fait métropolitain et demandé aux élus de poursuivre leurs efforts déjà nombreux pour participer au redressement du pays. »

A l'issue de la réunion, une déclaration commune a été signée par le Premier ministre et les Présidents des associations d'élus. Cette déclaration définit 13 engagements portant, d'après l'AMGVF, « sur le développement économique, l'amélioration du cadre de vie des habitants et la préservation de la capacité d'investissement des territoires urbains. »

L'Etat promet notamment une « structure de financement des collectivités locales » grâce à « un partenariat entre la Banque postale et la Caisse des dépôts » et « des prêts de longue durée à un taux favorable. » En contrepartie les signataires s'engagent à « optimiser » leurs dépenses de fonctionnement.

Cet engagement prépare surtout le terrain à l'acte III de la décentralisation. Ainsi, les signataires déclarent en préambule que « le nouvel acte de décentralisation confortera la place des grandes villes et des agglomérations en donnant leur pleine mesure aux métropoles. »

Quid des inégalités territoriales ?

La déclaration commune

Copyright © Elunet.org, Portail de l'action des Elus et de la vie citoyenne